

Amnesty International demande la libération immédiate de Khaled Drareni

Amnesty International a demandé aux autorités algériennes de libérer immédiatement et sans condition du journaliste Khaled Drareni condamné lundi, à une peine de trois ans de prison assortie d'une amende de 50 000 DA par le tribunal de Sidi M'hamed à Alger.

''Le verdict rendu par le tribunal est une parodie de justice et un affront pour les droits humains, notamment pour le droit à la liberté d'expression et le droit à la liberté de la presse en Algérie. Khaled Drareni est sanctionné uniquement pour avoir dénoncé avec courage la répression exercée par les autorités contre les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, notamment leur réponse brutale au mouvement de contestation Hirak'' a déclaré Lynn Maalouf, directrice par intérim du programme régional Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International.

''Dans un tel contexte, il est d'autant plus crucial de protéger les journalistes indépendants et de leur permettre de faire leur travail sans entraves – au lieu de les sanctionner. Nous demandons aux autorités algériennes de libérer immédiatement et sans condition Khaled Drareni et d'annuler ces déclarations de culpabilité et ces condamnations'', indique la même source.

Pour Amnesty, les autorités algériennes doivent cesser de réprimer les droits humains et permettre à tous les citoyens d'exercer librement leurs droits.

Notons qu'Amnesty International a maintes fois demandé aux autorités de mettre un terme aux poursuites intentées contre les militants du Hirak et les journalistes, et de libérer toutes celles et ceux qui sont détenus uniquement pour avoir exprimé sans violence leurs opinions.